



Aff N°: C24108444

N° chrono: 11

Date: 08/08/25

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

AMENAGEMENT DES URGENCES PEDIATRIQUES CHRU LAPEYRONIE N-2 MONTPELLIER (34)

MAITRE D'OUVRAGE
CHU DE MONTPELLIER

191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Conducteur d'opération

CHU MONTPELLIER
191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
DIRECTION DES TRAVAUX
34000 MONTPELLIER
France

Conducteur d'opération

CHU DE MONTPELLIER
191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
CTRE ADMINISTRATIF A BENECH
34295 MONTPELLIER CEDEX 5
France

Maître d'oeuvre

TOGNELLA
8 place marché au fleur
34000 MONTPELLIER
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES
ROMAN PHILIPPE
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 SAINT AUNES

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES
ROMAN PHILIPPE
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 SAINT AUNES

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	14/04/25	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6
2	Aucun	24/07/25	Nouvelle rédaction du PGC : Amiante réseaux	9
3	Aucun	08/08/25	Nouvelle rédaction du PGC : Allotissement et base vie	11

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	12
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	14
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	14
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	14
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	14
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	15
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	15
3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	15
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	19
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	19
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	20
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	20
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	21
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	21
7. ANNEXES	24

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	24
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	28
7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	28
7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	28
7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	28
7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	28

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

AMENAGEMENT DES URGENCES PEDIATRIQUES CHRU LAPEYRONIE N-2 - MONTPELLIER (34)

Descriptif de l'opération :

Il s'agit de l'aménagement des urgences pédiatrique situé au N-2 du CHRU LAPEYRONIE.

L'ensemble des travaux sont décrits dans les CCTP

Calendrier :

Date début des travaux : SEPTEMBRE 2025

Durée totale des travaux : 10 Mois

Planning - Phasage de l'opération :

Planning joint au DCE

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 20

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

- Activités d'exploitation maintenues durant le chantier
- Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier:
- Présence du public, des usagers
- Fournir les plans de recollements
- Délivrer les imprimés : • INST 6.2/012/0 : travaux sur réseaux de fluides médicaux
- PROC 6.2003/2 : coupures sur réseaux
- PROC TECH/005/2 : gestion des permis de travaux
- Fournir la liste des interlocuteurs
- Avertir le personnel des travaux
- Agréer les sous traitant
- Permis feux délivré par le PC sécurité de Lapeyronie situé au RdC
- Plan de cheminement et confinement chantier fourni
- Fournir la FDT
- DTA fournit

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

- Inspection commune avec le coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante
 - Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.
 - Activités d'exploitation maintenues durant le chantier
 - Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier
 - Service hospitalisation
 - Présence du public, des usagers
 - Permis feux et travail obligatoire délivrer par le PC sécurité LAPEYRONIE situé au RdC
 - Prendre connaissance de la FDT
 - Interdiction de fumer sur site et mettre de la musique service en mitoyenneté
 - Laisser libre d'accès les voies pompiers et axe rouge
 - Avoir les cartes professionnelles sur soi
 - Prévenir le CHRU 21 Jours à l'avance pour les coupures réseaux aucune entreprise ne doit faire les coupures réseaux de sa propre initiative
 - Respecter le cheminement mis en place par le CHRU
 - Livraison avant 7H
- Evacuations des déchets par bacs fermés
- Couverture ignifugée pour tout travaux par point chaud
 - Chaque entreprise devra avoir sur site son propre extincteur

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
46	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Tous interv.	Entrep. concernée	Durée chantier
38	<p><u>Aptitude médicale</u></p> <p>L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier devra être reconnu apte médicalement par le médecin du travail et devra avoir subi les visites médicales liées à l'exercice de la profession (délais des visites médicales inférieures à 2 ans).</p> <p>En cas de nouvelle embauche pour le chantier, l'aptitude datera au plus tard de la fin de période d'essai.</p> <p>datera au plus tard de la fin de période d'essai. Les aptitudes médicales seront présentées au coordonnateur et tenues à disposition des organismes (CARSAT, OPPBTP) dans les bureaux du chantier.</p> <p><u>Formation du personnel à la sécurité</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

19	<p>Aucune personne ne doit pénétrer sur le chantier sans une information concernant l'hygiène et la sécurité. Conformément à la réglementation en vigueur, le chef d'entreprise doit s'assurer que chaque ouvrier arrivant sur le chantier a suivi une formation à la sécurité vis-à-vis du danger et vis-à-vis d'un incident et d'un accident.</p> <p>. Cette formation sera également assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux nouveaux embauchés • Aux salariés qui changent de postes ou de technique • Aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt suite à un accident du travail • Aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt (maladie ou accident non professionnel de plus de 21 jours). <p>Le chef d'entreprise doit faire appliquer les principes généraux de la prévention. Chaque entreprise ne fait intervenir que du personnel qualifié, formé et apte médicalement</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
24	<p>Identification des entreprises</p> <p><u>Port du badge</u></p> <p>Le port de la carte professionnelle nominatif est obligatoire sur le chantier. Prévoir sa fourniture et veiller à son port apparent par chaque personne intervenant sur le chantier. Tous les ouvriers doivent avoir leurs cartes professionnelle</p> <p>Le port de la NOUVELLE carte d'identification professionnelle du BTP 2017 En application du décret n°2016-175 du 22 février 2016, celle-ci est obligatoire depuis le 22/03/2017 en Occitanie sur les chantiers.</p> <p>"Art. R. 8294-6 » - Tout maître d'ouvrage ou tout donneur d'ordre peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnées à l'article R. 8291-2 que cet organisme a bien émis les cartes ou attestations suite à la déclaration de l'entreprise pour ses salariés, ou de son sous-traitant direct et indirect.</p> <p>"Art. R. 8294-7 » - Les salariés d'entreprise et intérimaires ont l'obligation de présenter sur le champ, leur carte d'identification professionnelle ou leur attestation provisoire à la demande du maître d'ouvrage et donneurs d'ordres</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
3	<p>Fournisseurs - Livreurs</p> <p>Les livraisons doivent se faire avant 8H ou après 17H, afin de ne pas gêner l'exploitation et la logistique des bâtiments mitoyens</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

37	<p>Lors de la remise des offres et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p>Contraintes chantier</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
17	<p>- Fermer la porte d'accès au chantier à clef - Mettre en place sur les portes une signalisation de chantier. - Permis feux, de travail journalier délivré par le PC sécurité LAPEYRONIE - Intervention en site occupé - Raccordement coffret de chantier voir CHRU - Fermeture journalière des accès afin d'éviter toute intrusion de patient - Signaler au PC sécurité toute disparition de matériel ou matériaux pouvant servir d'arme afin que les équipes soignantes soient prévenues - Port des EPI - Port des cartes professionnelles - Stationnement véhicule personnels à l'extérieur du site - Laisser libre d'accès l'axe rouge - Hélicoptère à proximité en cours de changement d'emplacement - Mettre en place des draps mouillés à la sortie du chantier - Respecter les cheminements mis en place - Chantier en cours en mitoyenneté: Sécurisation des installations électriques - Démolition zéro poussière prévoir une pulvérisation pour rabattre les poussières - Aminate sur mastic vitrier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
55	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Organisation générale PIC fournit au DCE à respecter	Etab. en activité	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	CLOTURE DE CHANTIER Caractéristiques générales			

56	<p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur les portes d'accès au chantier celle ci devront rester fermées à clef durant la journée afin qu' aucun patient ne pénètre sur site .</p> <p>Mise en place de cloture HERAS solidement fixées</p> <p>Mise en place de 2portails et 2 portillons</p> <p>Mise en place de cloture HERAS sur plots menotées au R-1 lorsque les enrobés seront fait avec mise en place d'un portillon</p>	GROS OEUVRE - DEMOLITION	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
57	<p>Panneau de chantier</p> <p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.</p>	GROS OEUVRE - DEMOLITION	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				
58	<p>Branchements provisoires</p> <p><u>Electricité</u></p> <p>Faire la demande auprès du CHRU pour le point de raccordement puis mettre les coffrets de chantiers en nombre suffisants afin de limiter les successions de rallonges de 25M.</p> <p>Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier</p> <p><u>A l'extérieur du chantier</u></p>	ELECTRICITE COURANT FORT Etab. en activité	ELECTRICITE COURANT FORT	Immédiat
32	<p>Seuls les véhicules de chantier seront admis dans l'enceinte du chantier uniquement pour le déchargement puis iront stationner en face du chantier</p> <p>Les salariés stationneront leurs véhicules personnels à l'extérieur du chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
28	<p>Branchements</p> <p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p> <p>Les réseaux devront être consignés Lors de la démolition</p> <p>Mise en place des coffrets depuis le point de raccordement mis à disposition par le CHRU</p>	ELECTRICITE COURANT FORT Etab. en activité	ELECTRICITE COURANT FORT	Durée chantier
36	<p><u>Eclairage des postes de travail</u></p> <p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
ZONE DE CANTONNEMENT				
	Gestion de cantonnement - Base vie			

59	1 sanitaire - 1 vestiaire / réfectoire / salle de réunion	GROS OEUVRE - DEMOLITION	Toutes entrep.	Durée chantier
60	NETTOYAGE DU CHANTIER Nettoyage des zones d'intervention Evacuation des déchets vers la benne .	GROS OEUVRE - DEMOLITION	Tous interv.	Durée chantier

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
21	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT D.T. Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr . Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé. Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux	CHU DE MONTPELLIER		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
50	D.I.C.T. Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTEGE- VRD	GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTEGE- VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
15	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
33	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Circulation routière <u>signalisation du chantier</u> Mise en place de panneaux de signalisation routière temporaire	GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTEGE- VRD	GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTEGE- VRD	Durée chantier
	CONDITIONS METEOROLOGIQUES			

40	Abonnement à Météo France Souscrire un abonnement à Météo France pour la zone du chantier et afficher les prévisions chaque jour sur le panneau d'information du chantier.	GENIE CLIMATIQUE GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTAGE- VRD	GENIE CLIMATIQUE GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTAGE- VRD	Durée chantier
----	--	--	--	----------------

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
29	<p>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</p> <p>Conditions de circulation</p> <p>Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> respecter les limitations de vitesse imposées : 30 Km/h maximum respecter la signalisation respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.) respecter les priorités respecter les distances minimum de sécurité respecter le code de la route ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) ne pas circuler benne levée circuler feux de croisement allumés ne pas circuler au point mort 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
8	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	<p>APPROVISIONNEMENTS</p> <p>Livraisons - Approvisionnement</p> <p>Avant 8H ou après 17 H</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX			
22	Déchets industriels banals (DIB) Evacuation journalière vers les véhicules chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
18	Déchets inertes (DI) Evacuation vers les véhicules chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES			
44	Surveillance et maintenance de l'installation électrique Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 août 2010) Mettre les coffrets de chantier en nombre suffisant afin d'éviter la succession de rallonges de 25 M	ELECTRICITE COURANT FORT	ELECTRICITE COURANT FORT	Durée chantier

3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			

27	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
13	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectées aux différents travaux seront au besoin mentionnées. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p> <p>Interventions simultanées</p> <p><u>Travaux superposés</u></p>	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
41	<p>Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX			

2	<p>Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)</p> <p>Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).</p> <p>L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants.</p> <p>Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone.</p> <p>Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.</p>	GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTAGE- VRD	GROS OEUVRE - DEMOLITION- DESAMIANTAGE- VRD	Durée chantier
43	<p>PORT DES E.P.I.</p> <p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire.</p> <p>Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
31	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p> <p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
34	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées.</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.	Durée chantier
	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS			

45	<p>Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
35	<p>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</p> <p>Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
23	<p>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</p> <p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en oeuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>			Durée chantier
16	<p>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</p> <p>Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
47	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	Etab. en activité Toutes entrep.	Etab. en activité Toutes entrep.	Durée chantier
48	REMISE DU PGC AU CHEF D'ETABLISSEMENT Une copie du plan général de coordination (PGC) et de chaque mise à jour, est envoyée au chef d'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER	CHU DE MONTPELLIER	Avt arriv. Ent

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
14	<p>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</p> <p>Téléphone mobile</p> <p>Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.</p>	Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier
5	<p>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</p> <p>Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail.</p> <p>Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux.</p> <p>Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
10	<p>Trousse des premiers soins</p> <p>Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée.</p> <p>Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauveteage Secourisme du Travail.</p>	Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier
4	<p>TRAVAILLEURS ISOLES</p> <p>Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible.</p> <p>L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée interv.

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
6	<p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</p> <p>Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail.</p> <p>Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
49	<p>PPSPS</p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.</p>	Toutes entrep.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
1	<p>Remise du PPSPS au coordonnateur</p> <p>Transmettre par mail vos PPSPS au CSPS , OPC , MOe et MO</p> <p>Un exemplaire papier pour le chantier</p>	Toutes entrep.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

52	<p>Rappel réglementaire 121 Article R4532-56 : L'entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour remettre son PPSPS - y compris sous-traitants</p> <p>Article L4744-5 : La non remise d'un PPSPS est punie d'une amende de 9 000 €. La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 €.</p> <p>Aucune entreprise, ou sous-traitants ne pourra démarrer ses travaux sans remise de son PPSPS</p> <p>Contenu</p> <p>Ce point du PGC a pour but de vous aider à établir un PPSPS conforme aux attentes du Code du Travail (articles L4532-9, L4744-5 et R4532-56 à R4532-76 du Code du Travail). Il n'est pas exhaustif. Tous les points énoncés ciaprès doivent apparaître obligatoirement dans votre PPSPS afin de le valider</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dénomination et adresse du chantier 2. Nom et Coordonnées du : Maître d'ouvrage, Maître d'oeuvre et CSPS 3. Coordonnées des organismes institutionnels : DIRECCTE, CARSAT et OPPBTP 4. Renseignement entreprise (article R4532-63) : Nom de l'entreprise, Adresse, Téléphone – Fax – Courriel, Représentants : Directeur – Responsable des travaux 5. Lot et Nature des travaux de l'entreprise 6. Description sommaire des travaux 7. Effectifs moyen et de pointe prévisibles (article R4532-63) 8. Date de démarrage des travaux – Date de fin – Durée 9. Horaires de travail 10. Appel à la sous-traitance (articles R4532-60 et R4532-61) : Nom, Adresse et Nature des travaux sous traités 11. Elaborations de tableaux d'analyse des risques liés (articles R4532-64 et R4532-66) : Aux risques environnementaux, Aux risques propres dus à l'exécution de ses travaux, Aux risques exportés sur les autres entreprises et Aux risques importés par les autres entreprises 12. Moyens prévus et analyse pour chaque tableau (articles R4532-64 et R4532-66) : Liste des travaux à exécuter, Modes opératoires (moyens/outils), Risques générés et Moyens de prévention mis en place 13. Protections collectives ou individuelle prévues – Entretien (article R4532-66) 14. Liste des habilitations et qualification spéciale : Travaux en hauteur, Port du harnais, Montage échafaudage, Amiante, Autorisation de conduite, CACES, Vérification des engins, ... 15. Secours (article R4532-67) : Organisation, Noms des secouristes, Coordonnées et N° d'urgence, Matériel médical sur le chantier, Consignes de 1er secours, Evacuation, Moyen pour appeler les secours 16. Hygiène (article R4532-67) : Installation de chantier mis à la disposition du personnel, Entretien, Nettoyage du chantier, Evacuation des déchets, Produits spécifiques, Conditions de stockage, ... 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
9	<p>PPSPS des sous-traitants</p> <p>Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
INSPECTION COMMUNE				



**AMENAGEMENT DES URGENCES PEDIATRIQUES CHRU LAPEYRONIE
N-2 - MONTPELLIER (34)**

INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

COORDINATION SPS

Aff. n°: C24108444

N° chrono: 11

Date: 08/08/25

Page: 23 / 28

20

Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.

APAVE
SUDEUROPE SAS -
MONTPELLIER

Toutes entrep.

Avt arriv. Ent

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CHU DE MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD 34295 MONTPELLIER CEDEX 5 France		0467336733 0467335845
Conducteur d'opération	CHU DE MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD CTRE ADMINISTRATIF A BENECH 34295 MONTPELLIER CEDEX 5 France	M. ROCHE Matthieu	0467337589 0467335845 matthieu.roche@chu- montpellier.fr
Conducteur d'opération	CHU MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD DIRRECTION DES TRAVAUX 34000 MONTPELLIER France	M. SARRAUD Olivier	0467339257 o-sarraud@chu-montpellier.fr
Maître d'oeuvre	TOGNELLA 8 place marché au fleur 34000 MONTPELLIER France	M. GUIRAUD Laurent	0467607680 0625742371 laurent@tognella- architectes.com
Maître d'oeuvre	TOGNELLA 8 place marché au fleur 34000 MONTPELLIER France	Mme THEOLEYRE Morgane	0467607680 morgane@tognella- architectes.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 SAINT AUNES France	M. ROMAN PHILIPPE	0467159580 0618272673 philippe.roman@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 SAINT AUNES France	M. ROMAN PHILIPPE	0467159580 0618272673 philippe.roman@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE MONTPELLIER 615, Boulevard Antigone 34 000 MONTPELLIER France	Mme DUMONTET Lolita	0467228888 0467228899 oc-ud34.uc2@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT - CAISSE D'ASSURANCE RETRAITE ET DE SANTÉ AU TRAVAIL 29 cours Gambetta 34068 MONTPELLIER CEDEX 2 France	M. SPRINGARD Olivier	0467696900 0467129554 olivier.springard@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP - ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS Immeuble Fahrenheit 120, Avenue Nina Simone 34000 MONTPELLIER France	M. AUDRIN Pierre	0467634750 0617363054 0467545414 pierre.audrin@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
BETSO	849 rue Favre de St Castor Immeuble Green Valley 34070 MONTPELLIER France	M. DUCA	0467691220 r.duca@betso.fr

7 .1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GROS OEUVRE -DEMOLITION	<i>Non désigné</i>							
02	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
03	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
04	PLATRERIE FAUX PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
05	REVETEMENTS SOLS SOUPLES - PEINTURES	<i>Non désigné</i>							
06	ELECTRICITE COURANT FORT	<i>Non désigné</i>							
07	GENIE CLIMATIQUE	<i>Non désigné</i>							
08	PLOMBERIE	<i>Non désigné</i>							
09	FLUIDES MEDICAUX	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints en annexe du présent PGC.

7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels